
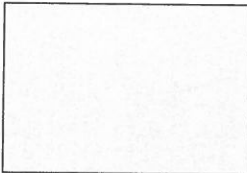


DELIBERATION

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Conseil Communautaire du		14 février 2020		à 16h00	
N°ordre		21		Titre Plan local d'urbanisme (PLU) de Bignoux - Modification suite à décision juridictionnelle 	
N° identifiant		2020-0005			
Rapporteur(s)		M. Dominique CLÉMENT			
Date de la convocation		30/01/2020			
Président de séance		M. Alain CLAEYS			
Secrétaire(s) de séance		MM. François BLANCHARD et Edouard ROBLOT			
Membres en exercice		91			
Quorum		46			
Présents		69		<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. René GIBAUT - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Éliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL -</p> <p>Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérard BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - M. Christian RICHARD - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - M. Édouard ROBLOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Stéphane GARNAUD - M. Christian GIRARD les conseillers communautaires suppléants</p>	
Absents		14		<p>M. Guy ANDRAULT - M. Philippe BROTTIER - M. Alain TANGUY Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Serge LEBOND - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>	

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		M. El Mustapha BELGSIR	Mme Éliane ROUSSEAU
		Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Laurence VALLOIS-ROUET
		Mme Véronique LEY	Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		Mme Francette MORCEAU	M. Daniel HOFNUNG
		Mme Patricia PERSICO	M. François BLANCHARD
		M. Nicolas REVEILLAUT	Mme Ghislaine BRINGER

Observations	L'ordre de passage des délibérations : 1 à 26.
	Est sorti M. Francis CHALARD.

Projet de délibération étudié par:	01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Habitat - Projets urbains
------------------	---

Vu les articles L. 5211-1, L. 5211-2, L. 5211-3 et L. 5211-9-2 qui renvoient aux dispositions des articles L. 2122-21 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 114 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-D2/B1 - 036 du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde à compter du 1^{er} janvier 2017,

Vu le procès-verbal d'installation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 16 janvier 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-D2/B1-010 du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en Grand Poitiers Communauté urbaine, à compter du 1^{er} juillet 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-D2/B1-027 du 21 décembre 2018 portant modification des statuts de Grand Poitiers Communauté urbaine,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment son article L. 153-7,

Vu la délibération du 6 avril 2018 du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine approuvant le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bignoux,

Vu le jugement du 5 décembre 2019 du Tribunal administratif de Poitiers annulant partiellement la délibération du 6 avril 2018 du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine en tant que le règlement de la zone Agricole (A) du PLU de la commune de Bignoux interdit toute construction agricole nouvelle et en tant qu'elle classe en zone Naturelle (N) la parcelle cadastrée section AR n° 7.

Considérant que l'autorité absolue de la chose jugée s'attachant au dispositif du jugement et à ses motifs impose à la collectivité de réaliser deux modifications dans un sens précis.

L'exécution du jugement du 5 décembre 2019

Par jugement en date du 5 décembre 2019, le Tribunal administratif de Poitiers a annulé le PLU de la commune de Bignoux en tant que le règlement de la zone A interdit toute construction agricole nouvelle et en tant que la parcelle cadastrée section AR n° 7 est classée en zone N.

Suite à cette décision juridictionnelle, Grand Poitiers Communauté urbaine, autorité compétente en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, doit en tirer les conséquences et, en application des dispositions de l'article L. 153-7 du Code de l'urbanisme, élaborer sans délai les nouvelles dispositions applicables à la partie du territoire communal concernée par l'annulation.

Sur le premier motif d'annulation partielle du document d'urbanisme, le juge censure pour partie le règlement de la zone A aux motifs d'une part que l'interdiction d'édifier des constructions nouvelles n'est pas justifiée par des circonstances particulières et d'autre part que cette interdiction n'est pas en cohérence avec les objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) affirmant la volonté de préserver les outils de productions agricoles et sylvicoles ainsi que le cadre de vie rural et les paysages.

En exécution du jugement du 5 décembre 2019 et conformément aux articles L. 151-8 et R. 151-23 du Code de l'urbanisme, il est proposé de modifier l'article A2 du règlement du PLU pour autoriser les constructions et

installations nécessaires à l'exploitation agricole, et ainsi traduire les objectifs n°3 et 8 du PADD. Le nouvel article A2 sera modifié de la manière suivante : sont autorisées « - Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole sous condition de leur agrément par le code rural et de la pêche maritime. »

Sur le second motif d'annulation partielle du PLU de la commune de Bignoux, le classement de la parcelle cadastrée section AR n° 7 en zone N est annulé par le juge en raison du motif retenu pour celui-ci : les enjeux liés à la sécurité routière ne peuvent justifier un classement en zone N. En application du jugement du 5 décembre 2019 et eu égard à l'observation sur la constructibilité de la parcelle cadastrée section AR n° 7 émise lors de l'enquête publique, à propos de laquelle le commissaire enquêteur avait émis un avis favorable, il est proposé que la parcelle précitée, de par sa localisation en entrée de bourg et de sa proximité avec les bâtiments d'habitation avoisinants classés en zone Urbaine (U) et du fait de son caractère bâti, soit classée en zone U.

Le règlement graphique (planches de zonage n° 1 et 2) ainsi que l'annexe 2 relative aux secteurs d'application du Droit de Préemption Urbain (DPU) sont modifiés en conséquence. Le nouveau classement en zone U, en lieu et place du classement en zone N, n'a pas d'incidence sur le tableau des surfaces des zones du rapport de présentation eu égard à la superficie de la parcelle précitée inférieure à 2000 m². L'annexe 1 de la délibération d'approbation du PLU du 6 avril 2018 relative à la prise en considération des avis formulés par les Personnes Publiques Associées (PPA) et lors de l'enquête publique est mise à jour en raison de la prise en compte des observations n° 26 et 27 relatives à la constructibilité de la parcelle cadastrée section AR n° 7.

En exécution du jugement du 5 décembre 2019 du Tribunal Administration de Poitiers, sont modifiés, selon les modalités présentées ci-dessus, et nouvellement approuvés :

- l'article A2 du règlement
- le règlement graphique (planches de zonage n°1 et 2)
- l'annexe 2 relative aux secteurs d'application du DPU
- l'annexe 1 de la délibération d'approbation du PLU du 6 avril 2018 relative à la prise en considération des avis formulés par les PPA et lors de l'enquête publique.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé :

- **d'approuver, en conséquence du jugement du 5 décembre 2019 du Tribunal administratif, les modifications des pièces du PLU et de l'annexe 1 de la délibération d'approbation du PLU du 6 avril 2018 selon les modalités exposées ci-dessus**
 - **d'afficher la présente délibération au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et en mairie de Bignoux durant un mois et d'insérer une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'urbanisme la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné aux articles R. 2121- 10 ou R. 5211-41 du Code général des collectivités territoriales (CGCT)**
 - **de mettre à la disposition du public le PLU de la commune de Bignoux approuvé au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et en mairie de Bignoux aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture**
 - **de transmettre, pour information, la présente délibération et les pièces modifiées du PLU de la commune de Bignoux aux personnes publiques associées lors de la procédure**
 - **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir sur ce sujet**
 - **d'imputer les dépenses correspondantes à l'opération 1706 « Plan Local d'Urbanisme » article 202 du budget Principal.**
-

POUR	74	
CONTRE	0	
Abstention	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE
Ne prend pas part au vote	1	M. Francis CHALARD

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Eliane ROUSSEAU

Vice-Présidente

Affichée le	21 février 2020
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme

